

# JEAN-PHILIPPE TANGUY est l'invité de SONIA MABROUK sur BFMTV !

34 min · Rassemblement National

---

· Merci d'être avec nous. Dernière partie de l'émission au programme « Carburant, menaces russes, Poutine, budget et impossible, Union des droites ». Beaucoup de sujets à évoquer avec vous. Bonsoir Jean -Philippe TANGUY. · Bonsoir, Madame Mabrouk. · Merci d'être avec nous. Vous êtes député RN de la Somme, vice-président délégué du groupe à l'Assemblée. Le président Emmanuel Macron va donc s'exprimer demain à la télévision, en partie sur la menace russe et l'intensification, dit-il, de la guerre hybride, comme il l'avait précisé au sortir de la réunion à l'Élysée. Réunion à laquelle Jordan Bardella avait participé. Et l'ERN, depuis, semble avoir opéré un véritable changement avec un communiqué, ou en tout cas une mise au point sur sa manière d'appréhender le danger russe. Pourquoi était-il nécessaire ce communiqué ? · Parce qu'il y a des éléments qui sont donnés aux Françaises et aux Français, qui les inquiètent légitimement. Et il faut prendre conscience de ces éléments, qui sont des éléments objectifs. Il est important, comment dire, de ne pas laisser tout au parti du paysage politique, faire croire qu'il n'y aurait que le président de la République et le gouvernement qui seraient préoccupés par les menaces qui peuvent frapper nos alliés européens ou nos intérêts. Vous savez, j'avais présidé une commission d'enquête sur les ingérences étrangères. Et dans l'avant-propos du président que j'avais signé, j'avais été très clair sur les menaces sur le numérique, sur la cybersécurité, sur les infiltrations et les ingérences étrangères venant de l'Ossie d'ailleurs. · Si vous avez été clair, pourquoi un nouveau communiqué ? On dirait que vous voulez corriger une position. · Parce qu'il y a une actualité. · Non. · Pour sortir de l'Élysée, vous allez trop rapidement parler seulement des carburants et

pas de l'ordre du jour. · Parce que ce sont des choses qui ne sont pas contradictoires. Claudine Berdella, à juste titre, a signifié qu'il manquait, lors de cette réunion, un intérêt pour les conséquences directes sur les Françaises et les Français, sur l'économie, à travers le prix des carburants, mais aussi, ce qui est moins dit, le prix du fioul. Vous savez que là, nous avons nos compatriotes, notamment dans les zones rurales, qui doivent remplir leur cuve de 1 000, 2 000 euros de fioul. On parle de factures qui ont littéralement doublé. Il faut sortir beaucoup d'argent sur une période très restreinte. C'est parfois un mois de salaire entier pour remplir la cuve de fioul, le gaz, avec des augmentations de 5... Oui, et donc, c'est ce qui manquait à La Réunion. Donc c'est ce que... · Mais c'est ce qui manquait à votre argumentaire ou exposé, sortir de La Réunion. Parce que quand un communiqué aussi important arrive juste après, n'aurait-il pas fallu le dire tout de suite, au sortir d'une réunion, sur une telle menace ? Eh bien, nous comprenons ce qui a été dit par le président, par les différents chefs de services et renseignements. Nous actons d'une menace importante. Pourquoi ce deux temps, cette valse à deux temps ? · Sincèrement, moi qui suis direction auprès de Jordan et de Jordan Bardella par ton de Marine Le Pen, on n'a pas eu du tout sentiment de deux temps. C'est juste que dans l'urgence, le message politique que Jordan Bardella et d'ailleurs Eric Ciotti voulaient faire passer, c'est que le Rassemblement National, lors de cette réunion avec l'UDR, étaient les seules forces politiques qui s'étaient préoccupées quand même des conséquences concrètes, une fois plus, sur le prix de l'énergie ou l'inflation par ailleurs. Et ensuite, nous avons rappelé une position qui est un rappel. · Non, jamais le communiqué n'a été de

cette nature -là, juste avant Jean -Claude Tanguy. · Franchement, vous lisez, vous regardez toutes les auditions que j'ai faites pendant la commission sur les ingérences, et vous lisez mon avant-propos au rapport sur les ingérences, les délibérations, pardon, les discussions parlementaires

autour de la loi ingérence qu'il y a eu ensuite, où le Rassemblement National avait la position la plus dure, notamment pour créer un délit d'ingérence. · Je maintiens jamais Marine Le Pen et Jordan Bardella n'avaient qu'a signé un communiqué, aussi avec des termes comme ceux -là utilisés contre la Russie. Donc qu'est-ce qui s'est passé ? Avez-vous pris conscience au sortir de la Réunion ? Et c'est peut-être l'objectif de la gravité de la menace. · Écoutez, sans doute, Jordan Bardella et Marine Le Pen ont échangé aussi ensuite. Marine Le Pen était en déplacement auprès des sinistrés, d'abord de la Gironde, des feux en Gironde, et ensuite de cette terrible tornade qui a, comment dire, détruit un village dans l'Aude. Ils ont sans doute échangé et estimé qu'il fallait, comment dire, rappeler aux Françaises et aux Français, parce que le Rassemblement National est un parti national patriote qui, évidemment, défend toujours l'intérêt national et nos alliés, et qu'il est inadmissible qu'un autre pays, en l'occurrence le régime russe, s'attaque à des intérêts, voire menace des vies. Parce que c'est vrai que la différence qu'il y a eu dans les événements qui ont été rendus publics, c'est des attaques attribuées peut-être aux régimes russes contre des civils, et la volonté de faire des morts sur des infrastructures. · Peut-être. · Heureusement, grâce à Dieu, il n'y a pas eu de morts. Donc je ne vais pas faire... Je suis pas en train de minimiser la menace. Il n'y a pas eu de mort. Il faut quand même se féliciter qu'il n'y ait pas eu de mort. Et tant mieux, parce qu'il

y aura eu un avant et un après. · Mais êtes-vous tous sur la même longueur d'onde pour appréhender cette menace ? Vous avez cité tout à l'heure votre partenaire Éric Ciotti, interrogé ici même Jean-Philippe Tanguy sur BFM TV. Lorsque la question lui a été posée sur cette réunion, lui, il a parlé d'une forme de diversion du président. Il a affirmé que c'était une opération de diversion et qu'il n'y avait pas grand-chose de neuf sous le soleil. Il a tort ? · Non, il n'a pas tort. C'est toujours un peu l'impression avec M. Macron depuis 2022 qu'à partir de faits réels, de tragédies réelles, d'agressions réelles, de menaces réelles, il se donne un rôle ou veut, comment dire, inquiéter les Françaises et les Français dans des menaces qu'il ne contrôle pas lui-même. · Mais la menace est grave ou elle ne l'est pas ? La menace est grave ou il y a une diversion ? · Mais la diversion, c'est quoi, Mme Mabrouk ? C'est très simplement, prenez la cybersécurité, les cyberrançonnages, les attaques sur un certain nombre de serveurs, sur un certain nombre de services publics. Certains sont attribués, certains ne le sont pas. Peut-être que les enquêtes montreront un certain nombre d'attaques qui, pour le moment, ne sont pas attribuées à la Russie ou à ses proxys, qui pourraient l'être, M. Macron, alerte depuis 2022, parce que les attaques ont commencé en marge de l'agression de l'Ukraine. Que n'ont-ils fait, Mme Mabrouk, pour protéger notre sécurité ? Ils m'ont menti, d'ailleurs, sur ce plateau, je vous avais révélé, que la certain nombre de services de l'État avait menti aux députés en disant que la sécurité est au maximum. · Jean-Philippe, je crois que vous pouvez reprocher beaucoup de choses au président français, mais pas d'alerter sur la situation et sur la menace russe et sur l'intensification de la guerre hybride depuis longtemps. · Mais si je n'ai pas été clair, je vais clarifier mon propos. Je ne lui reproche pas

d'alerter. Je lui reproche d'alerter de ne rien faire. Son rôle de président, c'est pas d'alerter. · Les différents chefs de renseignement que Jordan Bardella a vus dans cette réunion avec les autres chefs de parti, le chef d'État-major, parce que ce sont eux qui sont en commande, n'ont pas reçu les instructions pour protéger notre pays ? · En tout cas, sur ce qui concerne la cybersécurité, la protection de nos hôpitaux, de nos services publics, du fisc, et d'un certain nombre d'autres services, de personnalités politiques, je rappelle que le compte de Marine Le Pen, le compte Twitter de Marine Le Pen, pour le moment, c'est la seule personnalité politique majeure qui a été piratée, avec un message qui s'apparentait quand même à un piratage venant d'intérêts étrangers. Ça n'a pas fait la une. · Je pense pas que vous soyez la première cible des Russes, pour le dire ainsi. · Je pense que vous avez tort. · Ah, c'est -à-dire ? Vous avez peut-être des informations... · Oui, le Rassemblement National a été régulièrement victime d'ingérence étrangère. Je vous rappelle que pendant la campagne de 2022, mon compte et un certain nombre d'autres comptes avaient été

piratés. Je l'avais signalé avec d'autres à l'époque

au secrétaire général à la Défense Nationale. J'attends toujours un retour. Je l'avais interrogé lors de la commission d'enquête. Il ne m'a jamais répondu. On sait toujours pas ce qui s'est passé et qui avait piraté nos comptes dans la campagne présidentielle. Le compte de Marine Le Pen a été piraté. Nous avons agi pour le signaler auprès des autorités. Sauf erreur de ma part, nous n'avons aucune... · Mais vous n'êtes pas les premières victimes de l'ingérence russe en France. · Nous sommes victimes d'ingérences étrangères. · Étrangères, mais pas russes, en l'occurrence. · Mais oui, mais pourquoi est-ce que nous n'avons pas de retour ? · Mais qui l'a condamné ? Madame Mabrouk, excusez-moi. · Vous n'êtes pas la première cible du Kremlin. · En tout cas, dans les forces politiques aujourd'hui, je suis désolé, je ne vois pas quelle autre force politique concrètement... · M. Attal, M. Glucksmann, notamment, ne sont pas des cibles. · Madame Mabrouk, parce qu'une fois plus, Marine Le Pen, en tant que femme d'État, n'a pas voulu en faire une affaire politicienne. On pense sans doute, elle a juste raison, puisque c'est une femme honnête, que les oppositions et les services de l'État s'en emparaient. Le compte Twitter de la principale, de la chef de l'opposition, qui aujourd'hui, dans tous les sondages, est en tête des élections, a été piraté. C'est la seule. Qui a réagi ? Personne. Qui nous a porté son soutien ? Personne. Est-ce que ça fait la une des journaux et des antennes ? Non. M. Attal dit, et sans doute, c'est vrai, je ne le remets pas en cause, a été victime d'ingérences d'origine russe que personne n'a vues. Ça fait la une des journaux. Donc vous avez d'un côté un compte qui a été piraté. Vous estimez que la manipulation n'a pas généré beaucoup de... Tant mieux, je m'en félicite. Voilà. Je m'en félicite. C'est mieux, dans ce cas-là, que la désinformation n'est pas réussie. Vous savez très bien, Mme Abrou, que c'est ma position, puisque ma position, depuis que j'ai présidé la commission d

'enquête sur les ingérences étrangères, est de saluer le travail notamment des journalistes. Oui. Vous êtes sorti furibard de cette commission. Oui, mais furibard contre les macronistes... Contre ses conclusions. Contre les macronistes qui font de la politique politicienne, mais pas contre les services de l'État, en l'occurrence, qui protègent la démocratie, et pas contre les journalistes, puisque j'ai dit publiquement à nombreuses reprises, notamment avec votre collègue Apolline de Malherbe, qui m'a interrogé à nombreuses reprises sur les risques d'ingérence politique, je ne parle pas des cyber-rançonnages et des cyber-attaques, politiques, en disant que les journalistes protégeaient bien la démocratie française, puisque notre système médiatique identifie très clairement les fausses informations,

le signale aux Français, et ça n'a pas d'emprise. On devrait s'en féliciter. Et je remarque que c'est le Rassemblement National, qui soit disant est un parti contre la démocratie, contre les institutions, c'est n'importe quoi, qui est le seul à féliciter. Non, non, mais c'est bizarre que vous ne vouliez pas qu'on finisse là-dessus, parce que c'est quand même important de dire que les journalistes en France font leur métier, parce que toute la journée, on vous touche dessus, Dieu sait que parfois, on n'est pas d'accord, mais moi, je tiens à dire qu'aujourd'hui, le système médiatique français protège notre démocratie contre les agérances et l'intelligence des Françaises et leur éducation et leur structure générale. Mais moi, je vous interroge sur un communiqué qui est arrivé il y a quelques jours, et certains de vos adversaires vous reprochent toujours une forme de bienveillance à l'égard du Kremlin et de Poutine. Est-ce que ce n'est pas aussi le fait de certains membres de votre parti, Jean-Philippe Tanguay, qui ne sont pas encore au clair sur ce sujet ? Non, je pense que c'est beaucoup de mauvaise foi, c'est beaucoup d'attaques, au lieu de parler du fond, comme je le dis souvent, qui préfèrent les baffons. Et c'est très grave, parce que quand vous attaquez le principal parti d'opposition, en l'accusant d'être en fait un...

· Je vous rappelle que Marine Le Pen a témoigné sous serment lors de cette commission d'enquête

et que je n 'ai pas présidé. Je me suis déporté de ma présidence à ce moment -là. Elle avait été accusée d 'avoir menti, soit disant qu 'il va y avoir des poursuites. Ça fait trois ans. Il n 'y a jamais eu de poursuite, puisqu 'elle n 'a pas menti. Elle a dit la vérité. · Je ne parle pas de cela. Je parle de certains autres membres du RN, comme M. Thierry Mariani, qui n 'est absolument pas sur votre ligne. Il le dit, il l 'écrit. · Mais M. Mariani, ce qu 'on lui reproche... · Il est toujours membre du RN. · Oui, mais les faits qui lui sont reprochés par rapport à un certain nombre de visites, c 'est à 95 % quand il était membre de l 'UMP. Bon, voilà. Donc tout ça est quand même... · Là, il écrit aujourd 'hui, il n 'est pas membre de l 'UMP. · Excusez -moi, je ne vois pas ce qu 'il écrit. · Jamais vu une telle propagande pour nous persuader que la guerre est inévitable et que Macron est un vrai chef. Ainsi, on ne parle plus de la dette, du coût de la vie, de la situation de la France, dont Macron est le vrai responsable. · C 'est une belle opération de diversion suicidaire. · Ça, c 'est compatible avec ce qu 'a dit Eric Ciotti. C 'est pas orthogonal de la position qu 'ont pris Marine Le Pen, qu 'ont pris Marine Le Pen et Jordan Bardella. Il peut y avoir d 'un côté des menaces réelles. C 'est pas pour ça qu 'on est à l 'aube d 'une guerre et que la... Comment dire ? Heureusement, d 'ailleurs, on peut tous espérer qu 'on n 'est pas à l 'aube d 'une guerre avec une puissance nucléaire. Mais ce sont des choses totalement différentes. · En tous les cas, certains espéraient, avec une telle gravité de la menace, qu 'il y aurait une forme d 'unanimité, voire d 'unité nationale. Ce n 'est pas le cas. Et notamment sur l 'aide à l 'Ukraine. Avant -hier, il y a quelque chose sur ce même plateau, un candidat que vous connaissez bien pour l 'avoir accompagné il y a quelque temps, Nicolas Dupont -Aignan, affirmait qu 'il fallait totalement arrêter l 'aide à l 'Ukraine. Et aujourd 'hui, quelle est votre position ? Faut -il cette aide la prolonger, la recalibrer,

la diminuer, l 'interroger ? · Comme l 'a dit Marine Le Pen, elle doit correspondre à des besoins et des intérêts qui sont l 'intérêt de la France et des Français et l 'aide qu 'on va apporter concrètement à l 'Ukraine par des moyens défensifs, par des moyens le cas échéant financiers, par des moyens humanitaires, par des moyens matériels, des formations, tout un tas de moyens, mais qui doivent rester sur le contrôle de la France. Là où il y a une ligne rouge, évidemment, du Rassemblement national, c 'est quand, à travers la Commission européenne, un certain nombre d 'intérêts veulent embarquer la France au nom du soutien à l 'Ukraine, qui en l 'occurrence est un soutien dévoyé, dans une nouvelle forme de fédéralisme. Et à travers la menace géopolitique, créer un État fédéral qui n 'est pas la volonté des Français. · Et la France souveraine, quand elle décide de cette aide, si vous êtes au pouvoir, elle la recalibre, elle la diminue, elle la maintient, elle l 'amplifie ? · Elle la calibre à la position de la France, c 'est -à -dire que c 'est l 'aide de la France. Non mais c 'est très simple. Vous savez, moi, je suis un souverainiste vieillillot, un gaulliste. Il faut que la France ait l 'aide qu 'on a souverainement décidée et pas une aide dans laquelle on est embarquée à travers Mme Bantalaïa. · Donc j 'interroge cette aide souverainement décidée. Quelle serait -elle ? Puisque si vous êtes au pouvoir, vous aurez à décider. · Nous n 'avons jamais, et Marine Le Pen l 'a rappelé, demandé de diminution de l 'aide actuelle, de l 'enveloppe globale de l 'aide. · Elle sera maintenue ? · Oui. · Donc rien ne change, en fait. Vous, Emmanuel Macron, au pouvoir... · Dans la préparation du programme, puisque vous savez qu 'on prépare les arbitrages financiers, Marine Le Pen n 'a passé à nos équipes aucune commande de diminution de cette aide.

Donc, ce qu 'elle a été très très claire sur une antenne concurrente l 'autre soir, que le peuple ukrainien avait été courageux. C 'était un peuple patriote. Donc en tant que patriote, évidemment, on soutient un effort patriotique pour défendre son propre territoire, pour défendre évidemment des familles qui ont été attaquées, des civils innocents qui ont perdu la vie dans des territoires de souveraineté de l 'Ukraine. Donc nous sommes extrêmement clairs. Et Louis Allure, le premier, vous savez, d 'ailleurs à l 'époque, a pris risque personnel, parce que personne ne savait comment ça allait évoluer à l 'époque. · Malgré tout, c 'est lui -même qui avait dit qu 'il fallait couper le robinet à l 'Ukraine. · Oui, vous êtes une excellente journaliste et vous avez posé une excellente question. Et M.

Allure l'a dit lui-même. Il est reparti sur la question que vous avez posée. Mais d'ailleurs, l'expression « couper le robinet », c'est « reprendre le contrôle ». C'est en fait ne plus être embarqué dans des versements automatiques. Quand on apporte plusieurs milliards, chacun des 6 milliards selon le monde, en moyenne, à l'Ukraine, ça doit être sous contrôle français. Et je pense que tout le monde devrait être d'accord avec ça. La question qui doit être posée aussi, je me permettrai, Mme Abraud, quand même, de le souligner, c'est que l'Ukraine ne peut pas être utilisée, si on prend au sérieux et qu'on respecte le combat des Ukrainiens, comme un motif politique pour élargir l'Union européenne contre la volonté des Français. · Qui le fait ? · Notamment M. Attal, par exemple.

Parfois M. Macron, pas toujours. Comme un motif politique pour étendre l'OTAN à l'Ukraine contre sans doute la volonté des Français. Ou, par exemple, pour donner des avantages économiques ou agricoles, un certain nombre d'oligarques ukrainiens, qui ne sont pas le peuple ukrainien. Je veux dire que si on associait le peuple français à un certain nombre d'oligarques et d'intérêts financiers d'oligarques français, je ne suis pas sûr que le peuple français s'identifierait à ces oligarques. Donc pour les Ukrainiens, c'est pareil. Et quand on voit que nos agriculteurs, sur les œufs, sur la volaille, sur le blé, sur la betterave sucrière, sont directement concurrencés par des productions injustes, au nom, soi-disant, d'une solidarité dévoyée avec l'Ukraine, c'est très grave. Parce que nos agriculteurs, et vous le savez, puisque je sais à quel point, sans ironie, vous aimez notre pays et que vous êtes attentifs à la France du travail, sont dans une très grande difficulté. Et, comment dire, envisagent cette concurrence déloyale de l'Ukraine comme un couteau dans le dos. Parce qu'on peut être soutien de l'Ukraine sans ruiner nos agriculteurs. Et si on ne peut même pas avoir ce débat avec des adversaires politiques, c'est grave. Parlons de cette France du travail, justement. Et c'est cette France qui n'arrive pas, tout simplement, à aller travailler aujourd'hui. Parfois même, elle s'auto-confine de manière, sur le plan énergétique, compte tenu de la flambée des carburants. Mais c'est aussi lié à la situation, en partie, je dis bien géopolitique. C'est une question large, mais on se demande aussi, vous, au pouvoir,

alors, comment vous faites pour peser davantage, pour débloquer les fameux détroits d'Hormuz et de Babel-Mandeb ? Est-ce que vous estimez aujourd'hui que la France, qu'Emmanuel Macron, que la diplomatie française fait son maximum pour cela ? Non, parce que, malheureusement, Emmanuel Macron, par les positions qu'il prend depuis 10 ans, cet alignement quasi systématique sur les intérêts américains et sur l'Union européenne, fait que la voix de la France n'est plus écoutée comme elle l'était du temps que Jacques Chirac. Donc il faut renouer... Il y a une friction sur la ligne, quand même, avec Donald Trump. Ça dépend, il peut y avoir quelques fritures, et puis à la fin, Emmanuel Macron... C'est quand même lui qui, à la fin, a la clé pour ouvrir tout le détroit. Bien sûr, bien sûr, mais personne ne prétend que ce n'est pas lui qui a la clé, mais fort est-ce qu'on tâtait que la voix de la France n'est plus attendue. Du temps de Jacques Chirac, l'Iran était attentif à ce que disait la France, et les États-Unis étaient attentifs à ce que disait la France. Aujourd'hui, force est-ce qu'on tâtait, je le dis avec mon cœur saigne, puisque moi j'aimerais que la voix de la France soit entendue d'une manière libre et différente. Elle est quasiment intégralement alignée sur les intérêts de la Vaudelaïenne, Je pense souvent à la même question, mais je vous la vous avoue, vous au pouvoir, qu'est-ce que vous faites face aux humeurs de M. Trump extrêmement changeantes et aux occasions de M. Poutine extrêmement brutales ? Il est évident qu'il faut reconstruire, et ça prendra un certain temps, une diplomatie française indépendante qui défend ses intérêts, qui fait entendre sa voix et qui prouve que la France est fidèle à elle-même, et pas fidèle à je ne sais quelle alliance, qui devient une forme d'impérialisme sur nos propres intérêts. Et voilà, Mme Vaudelaïenne s'accapare de plus en plus de... Il paraît, j'ai entendu qu'elle aurait aussi le projet de se faire sa propre force de renseignement. À quel moment les Françaises et les Français et les peuples européens ont délégué à Mme Vaudelaïenne, présidente de la Commission européenne, la possibilité de se

faire son propre service de renseignement ? C'est n'importe quoi. Et d'ailleurs, vous savez très bien, pour parler de ces sujets régulièrement, que nombre, au-delà de la France, beaucoup de chefs de gouvernement sont mécontents de la latitude que s'est attribuée Mme Vaudelaïenne pour se présenter comme une chef d'État qu'elle n'est pas. Mme Vaudelaïenne devrait être la secrétaire. La secrétaire, la porte-serviette et la gratte-papier des chefs d'État européens, elle ne devrait pas... Vous êtes le premier à savoir que tous les pouvoirs que vous attribuez à Mme Vaudelaïenne, ce sont autant de pouvoirs qui ont été transférés par différents pays, différentes nations. Non, non, elle abuse beaucoup. D'ailleurs, c'était une vieille doctrine des années 90 des fédéralistes, c'était ne pas assumer... C'était la doctrine... Comment il s'appelait le... Excusez-moi, j'ai un trou de mémoire. La vieille doctrine qui disait qu'il ne fallait pas assumer les transferts, il fallait les faire dans le dos des gens et profiter des crises pour se transférer des pouvoirs que la Commission ne s'était pas donnée. Mais ce n'est pas de la faute de Mme Ursula van der Yen, ce n'est pas de la faute uniquement en tous les cas de l'Union européenne, si nous nous trouvons dans cette situation, y compris face à la flambée des carburants. Vous avez estimé que les annonces, les mesures du gouvernement étaient insuffisantes. Là encore, quand la caisse est cramée, quand les marges de manœuvre sont réduites, quand les poches sont vides, quand pour le gâteau il ne reste plus que les miettes, qu'est-ce qu'on se partage ? C'est très simple, il y a 1 600 milliards de dépenses publiques, baisser les taxes et 1 % des dépenses publiques. Donc si l'État au bout de 10 ans n'est pas capable de faire 1 % d'économie, effectivement on peut fermer la boutique. Il est évident que la France, avec 56 à 57 % du PIB dans la dépense publique, peut faire un régime des économies.

Mais voyez ce qui est consternant avec ce qu'a annoncé M. Lecornu, ce n'est pas la personne. Comment dire, finalement, il gère la queue de comète du macronisme. Il n'a plus de marge de manœuvre. Il annonce 60 milliards d'économies. Et en fait, quand la poussière de la com... 50 milliards, 54, c'est déjà pas mal. Vous avez raison. Vous pouvez aller plus loin. Vous avez raison, 54 milliards d'économies. Excusez-moi, je me suis un peu emballé. 54 milliards d'économies. Et quand la poussière de la com est à terre, on découvre que c'est zéro économie et 9 milliards d'impôts. Donc si vous voulez, le fait qu'en 3 jours, on nous annonce 54 milliards d'économies et que ça finisse en zéro économie et 9 milliards d'impôts, on se moque des Françaises et des Français. Et votre responsabilité, Jean-Philippe Tanguy, pardonnez-moi, est-ce qu'on n'est pas en train de payer cash la facture du gel de la réforme des retraites ? Mais pas du tout, c'est 300 millions d'euros. Ah oui, on n'en est plus là. 300 millions d'euros, le gel de la réforme des retraites ? Bien sûr, vous pouvez vérifier. C'est entre 300 et 600 millions d'euros. Ils ne sont pas capables de la qualifier. Alors pourquoi tous les autres pays européens qui ont mené ces réformes ? Le ministère du Travail, on m'a dit oui. Il nous a expliqué, oui, vous vous rendez compte, M. Tanguy, il y a les 3 ministres qui se sont réunis pour m'expliquer que c'était scandaleux, qu'à cause, je le cite bien, du vieillissement de la population, il y avait un trou de 23 milliards dans la sécurité sociale. Et j'aurais dit, mais la réforme borne, au mieux, si elle avait été appliquée depuis que vous êtes revenus en 2022, elle aurait rapporté 3 milliards. Donc il manque 20. Donc en fait, même les macronistes reconnaissent que leur nullité les conduit au mieux à un trou de 20 milliards d'euros. Je ne sais pas ce qui s'est dit dans ce bureau, mais on peut comparer par rapport aux autres pays européens et s'étonner. Pourquoi l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, pourquoi ont-ils des marges de manœuvre quand on n'en a pas ? Quand on voit la différence,

on voit qu'ils ont fait des réformes structurelles, notamment les réformes... · La réforme des retraites et pas nous. · Mais chacun peut faire souverainement les réformes structurelles qu'ils veulent. Mais en France, il y a des dizaines et des dizaines de réformes structurelles à faire sur le millefeuille territorial, sur les normes, sur les alliés, sur la formation professionnelle, sur les arrêts maladie. · Non, c'est pas la mère des réformes. · Ah bon ? La réforme des retraites n'est pas la mère des réformes dans notre pays ? · Pas du tout. C'est la bouc émissaire des réformes, peut-être. C'est -à

-dire qu 'on ne parle que de la réforme des retraites matin, midi et soir. Donc je vous dis, même si on avait fait la réforme borne, on aurait 3 milliards, en théorie, 3 milliards de déficit en moins. Bon, ben, on en aurait encore combien de déficit ? On en aurait encore 150 milliards, dont 20 sur la sécurité sociale. Donc tout ça n 'est pas sérieux. Tout ça sert à maquiller, à cacher le fait qu 'ils n 'ont pas fait d 'économie, qu 'ils sont incapables de faire des économies, qu 'un certain nombre de clientèles d 'Emmanuel Macron, d 'anciens ministres, d 'anciens députés battus, d 'anciens machin -choses, sont tous recasés dans des agences grassement payées, qu 'on ne peut pas supprimer parce que ça touche pas au grisby, il faut garder les amis. Et tout ça est absolument lamentable et consternant. Et tout le monde doit faire des efforts, sauf les macronistes. · En parlant d 'amis, est -ce que vous êtes... · Donc on va commencer d 'abord par les macronistes. Et moi, je vous propose de commencer dans 8 mois, 6 mois, pardon, maintenant, par tous les virés, ça soulagera et ça permettra la renaissance de la... · C 'est -à -dire tous les virés. Vous parlez de ce qu 'on a la tête de... · Mais les élections, il faut que ce soit un moment de clarification et que ceux qui ont ruiné la France dégagent. · Oui, alors clarification. Parlons -en. Jean -Philippe Tanguy. Clarification. On vous pose la question très souvent. Mais sur les retraites, c 'est une question très simple. Est -ce que vous diriez, comme Jordan Bardella, sur l 'âge de départ, que ça ne veut rien dire ? Je vous propose d 'écouter le président du Rassemblement National à ce sujet. · L 'âge légal ne

veut rien dire dans la mesure où le système français est basé sur deux critères. L 'âge légal, qui est une sécurité qui ouvre vos droits à la retraite, et une durée de cotisation. Tous les candidats à l 'élection présidentielle qui viennent vous dire qu 'on va repousser l 'âge de départ à la retraite, souvent de manière très injuste d 'un an ou deux, non seulement beaucoup de Français le vivent comme une injustice, mais ça ne règlera pas le fond du problème. Le fond du problème, c 'est qu 'il n 'y a pas assez de cotisants, il n 'y a pas assez de gens qui travaillent. · En un mot, l 'âge légal de départ ne veut rien dire ? · Mais Jordan Bardella parle d 'or. C 'est -à -dire qu 'effectivement, ce qui permet le financement du système, c 'est le nombre de trimestres cotisés. Or, ce que... · Ce n 'est pas ma question. · Mais si, c 'est ce qu 'il dit. Il dit que l 'âge légal... · Oui, mais ce n 'est pas ma question. · Quelle est votre question ? Je suis désolée, madame. · Est -ce que l 'âge de départ est quelque chose qui ne veut plus rien dire ? · Pour le financement de la réforme des retraites, ça ne veut pas dire grand -chose. Parce que si vous pouvez déplacer l 'âge de départ à X ou Y années, si vous ne nous assurez pas que les gens cotisent le nombre de trimestres nécessaires au financement, tout ça, c 'est du pipeau. Et c 'est pour ça que, depuis 20 ans, les réformes des retraites n 'ont jamais rétabli les comptes. En fait, on fait payer aux classes populaires, par le décalage de l 'âge, toujours plus de trimestres à payer. Et un certain nombre de gens qui devraient peut -être travailler un peu plus ne le font pas et ne payent pas leur trimestre. Et la différence aujourd 'hui entre les trimestres validés en théorie et se vraiment cotiser économiquement avec de l 'argent qui a été versé est considérable. Et ça crée beaucoup d 'injustice. Donc Jordan Bardella a raison. Le critère des trimestres cotisés pour l 'équilibre du système

des retraites est plus important que l 'âge. Il a parfaitement raison. · Je m 'étonne. Depuis le début de cet entretien, vous n 'avez pas de mots assez durs pour les macronistes. Et pourtant, vous allez sauver le soldat Lecornu. · Non, mais c 'est pas le soldat Lecornu. · Il n 'y aura pas de censure. C 'est acquis désormais. · Non, ce n 'est pas du tout acquis. Ah non, ce n 'est pas du tout acquis. · Vous dites ce soir que ce n 'est pas acquis qu 'il n 'y ait pas une censure. · Pas du tout. On n 'a même pas le texte. · Marine Le Pen a dit qu 'il vaut mieux un mauvais budget qu 'un... · Oui. · Et donc ? · Mais ce n 'est pas pour ça qu 'on ne va pas être attentif à ce qu 'on nous propose. C 'est pas un blanc. · Le spectre de la censure est plane toujours sur la tête de M. Lecornu. · Mais bien sûr. Ce qu 'a dit Marine Le Pen, c 'est que déjà, on refusait toujours les censures préalables et que les conditions ont changé. Quelles sont ces conditions, Mme Mabouk ? Première condition, nous sommes au bord d 'une crise obligataire. À titre personnel, je me demande si on n 'est pas déjà dedans et que, comment

dire, en fait, la situation de la France est déjà très préoccupante. On est au bord de ce qu'on appelle l'effet boule de neige. Qu'est-ce que c'est que l'effet boule de neige ? C'est quand les taux d'intérêt souvent s'emballent et que vous avez une forte dette, vous devez vous endetter pour rembourser la hausse de la charge d'intérêt. C'est-à-dire que le phénomène s'emballe et comme une boule de neige, ça part complètement dans le décor. Donc s'il y a une censure, j'ai envie de dire, gratuite, qui ne serait pas justifiée par la raison parce que la situation est pire, ça pourrait emballer cet effet boule de neige. · Mais il peut y avoir une censure justifiée, alors, si je vous comprends bien. · Si ça aggrave encore plus les comptes. Il y a quand même un fait important qui s'est déroulé vendredi dernier, le lendemain de la présentation d'un certain nombre de pistes par M. Lecornu, les fameux 54 milliards que dans mon enthousiasme, je l'avais appelé 60. C'est que les marchés ont très

mal réagi. Ils ont sanctionné la présentation par M. Lecornu de ce mauvais budget très mensonger. Et encore aujourd'hui, les taux ont encore augmenté. Je crois qu'on est à plus de 4,6.

Donc c'est dramatique. Donc vous voyez bien que le but, comment dire, d'une solution d'intérêt général, ce serait de refroidir les marchés. Et pourquoi ? Quand les pots augmentent d'un point, juste pour que les gens se rendent compte... · Est-ce qu'une censure, qui est une opération et une décision brûlantes, dans un chaudron politique qui est à son maximum, est-ce que ça permet de refroidir la situation des marchés ? · Mais il faut que M. Lecornu nous présente un budget... · C'est bien. Donc vous lui demandez de vous tendre la main, parce qu'il tend surtout la main aux socialistes. · Mais il tend la main aux françaises. C'est l'intérêt général, Mme Habouk. Dans son courrier, qu'il nous a envoyé à la fin du mois d'août, M. Lecornu a appelé à l'intérêt général. · Il vous a pas échappé qu'il a surtout envoyé un dernier courrier aux socialistes, et qu'il tend la main surtout aux socialistes. C'est l'intérêt général avec qui s'il est passé. · Là, vous avez raison, Mme Habouk. C'est sûr que si, dans son esprit, il a tendu la main aux socialistes pour espérer faire des économies et pas augmenter les impôts, il s'est trompé d'interlocuteur. · Mais Boris Vallaud, il y a quelques minutes avant vous, avait dit non, non. Pour moi, c'est une fin de non-recevoir. Il n'y a rien dans ce budget. Tout va abîmer le pays. Donc si les socialistes... · Peut-être que les socialistes ont vu le budget. Cette copie n'a pas été déposée. Nous, ce qu'on vous dit, c'est que les socialistes qui, les dernières, ont voté n'importe quoi pour s'en faire un bon coup, et que les Françaises et les Français leur reconnaître ce bon coup, n'ont pas progressé parce que les Françaises et les Français, je le pense, en tout cas c'est ce qu'on voit, n'ont pas été dupes des petites manœuvres des socialistes, qui ont juste conduit à augmenter les impôts et à pas du tout rétablir les comptes. Parce que je vous rappelle qu'on nous avait promis un déficit de 5, on sait maintenant qu'il va être à 5-4. Donc c'est n'importe quoi. Et que si les socialistes ne sont pas capables de comprendre que s'il y a une crise obligataire, c'est les Françaises et les Français qui vont payer. C'est pas M. Lecornu, c'est pas M. Vallaud et c'est pas M. Tanguy.

C'est les contribuables, c'est les travailleurs, c'est les retraités qui vont payer la crise obligataire. Si, comment dire, on n'a pas la capacité, si les Français font un autre choix que la Macronie l'année prochaine, de pouvoir voter très rapidement le contre-budget du RN, s'ils nous font l'honneur de confier le pouvoir à Marine Le Pen, eh bien ce sera des mois de perdus et des mois qui coûtent très cher. Donc on verra. Mais en tout cas... Vous allez juger sur pièce et sur place. Mais bien sûr, mais c'est essentiel. Vous parlez... D'ailleurs, d'une manière plus générale, vous êtes un responsable politique aguerri aujourd'hui. Quand vous prononcez une phrase, évidemment, vous pensez à cette phrase, quand c'est un discours, il est écrit, il est préparé. Ah non, je suis quelqu'un qui écrit très peu ces discours. C'est ce qui explique peut-être, puisque ce dérapage et cette polémique énorme qui vous entoure, vous avez déjà réagi. On va voir l'extrait pour ceux qui n'ont pas suivi. J'espère que c'est le vrai extrait, pas le faux. C'est l'extrait, il est vrai de quelques secondes, où vous dites

cette fameuse phrase, « Oui, le travail rend libre ». C 'est dommage parce qu 'il y a un avant, un après. Là, vous allez prendre l 'extrait des Insoumis. Écoutons -le. Écoutons -le.

Ils ont saboté l 'outil de travail des Français. Et pourquoi ? Car oui, le travail rend libre. Un salaire digne rend libre. Des droits sociaux durement acquis par le travail rendent libre. Vous avez vu, on a pris l 'entièreté de la phrase. Donc il n 'y a pas de problème. Ah ben, la formule, bon, tout le monde a compris, renvoie en allemand. Non, tout le monde n 'a pas compris. Est -ce qu 'il est inscrit ? Non, excusez -moi, moi je vais vous dire ce qui s 'est passé. Je le fais passer. Moi, j 'improvise un discours d 'à peu près 30 minutes, parce que je sens la salle, je sens les militants. J 'estime qu 'il y a une grande demande sur la reconnaissance du travail, la méritocratie, la France des propriétaires. C 'est parce que ce qui vous est reproché, Jean -Philippe Tanguy, bien sûr. Non, ce qui m 'est reproché, c 'est... C 'est comment vous pouvez prononcer cette phrase, même consciemment ? Quand vous la formulez, je n 'imagine pas que vous vous rendez pas compte de ce qu 'elle a fait. Je m 'imagine mal, parce qu 'il n 'y a aucun moment où je n 'ai pensé à mal. La presse qui était dans cette salle, il y avait au moins trois médias locaux, ils ont fait des articles sur le discours, personne n 'a pensé à ça. C 'est un esprit tordu, à savoir un insoumis qui, cherchant le mal partout, est allé resserrer cette phrase, l 'isolant de son contexte complètement... C 'est n 'importe quoi. Monsieur Sarkozy avait fait campagne, exactement en ayant la même phrase que moi, dans les sujets de philo, pour ceux... C 'est un sujet de philo récurrent. Il n 'a pas repris cette phrase -là. Le travail rend libre ? Oui, ici. Ainsi, donc on peut retrouver dans un des discours... Vous pouvez retrouver, ça tourne sur les réseaux sociaux. De Nicolas Sarkozy. C 'est repris dans des sujets de philo. Tout ça n 'a aucun sens. Et vous voyez le sens, je suis en train de parler de la France des propriétaires, des bons salaires, des acquis sociaux, de la résistance, et on vient me chercher à mal. Donc moi, le seul regret

que j 'ai, c 'est que cette phrase, étant isolée et mal utilisée, a pu faire de la peine à des familles qui ont connu dans leur sang et dans leur histoire perse familiale la tragédie et la barbarie du nazisme. Évidemment, ça peut toujours leur rappeler des choses épouvantables. À eux, je m 'en excuse parce que ça peut rappeler, évidemment, cette histoire tragique. Par contre, à tous ceux qui manipulent volontairement pour me salir, font une gnomini, alors qu 'ils savent très bien qu 'il n 'a rien à voir avec ça, avec le propos, il n 'a rien à voir avec ça.

Écoutez -moi, on ne peut pas... Vous savez que c 'est vrai parce qu 'on ne se connaît pas un certain nombre d 'années. Je suis régulièrement victime de menaces de mort, de menaces de viol, de menaces de violence, d 'un certain nombre de groupes. Et qualifier quelqu 'un publiquement, lui mettre une cible de nazi... Dans ça, il faut le condamner sans aucune ambiguïté. Oui, il s 'est condamné, mais ils le font ciemment. Voilà, ils le font ciemment. Ils savent très bien ce qu 'ils font. Ils n 'en ont rien à faire de l 'aide des conséquences. C 'est arrivé dans d 'autres pays de mettre sur un certain nombre de responsables politiques, de les nazifier. Une fois que vous nazifiez une personne, vous lui mettez une cible sur la tête et potentiellement... Allons sur le plan politique, alors. C 'est scandaleux. Et je dois quand même noter que, dans l 'essentiel, la quasi -totalité du personnel politique, et je les salue, je les remercie, a été...

· Jean -Philippe TANGUY, vous avez eu un échange que je n 'ose même pas retranscrire à l 'écran avec Mme Nathalie Loiseau qui, effectivement, elle, est allée sur le procès en nazification. Vous lui avez répondu, il y a eu un échange, voilà,

j 'oserais qualifier de... · Mais moi, je sais... · Comment vous le qualifiez cet échange ? Est -ce qu 'il est à la hauteur aujourd 'hui de responsables politiques et de personnes qui se projettent aujourd 'hui dans le cas de notre pays ? · Quand Mme Nathalie Loiseau, qui sait très bien qu 'elle ment et qu 'elle raconte n 'importe quoi parce qu 'elle se sent très coupable, parce que dans sa jeunesse, elle a été

membre d'une organisation d'extrême droite, ce qui n'est pas mon cas, n'a jamais été mon cas, vient dire que je lui donne envie de vomir, je lui tends pas l'autre joue, voilà. Donc je lui réponds sur le même ton. Et si Mme Loiseau n'est pas contente, eh bien, elle a carotiré son tweet. · Que répondez -vous ? · Et si elle présente ses excuses, si Mme Loiseau présente ses excuses, évidemment, à mon tour... · Je crois que c'est pas la tonalité prise. · Absolument. · Que répondez -vous, plus largement, à ceux qui, aujourd'hui, commencent à tirer la sonnette d'alarme, compte tenu des sondages, compte tenu de votre position aujourd'hui par rapport à l'élection présidentielle ? Je pense notamment à Éric Dupond -Moretti et Roselyne Bachelot. Écoutez -les et vous allez réagir juste après.

· La Commission est en réalité une entreprise de dissimulation. Je vais vous donner un exemple très précis. · Allez -y. · Après les législatives, on a quelques affidés du Front national que l'on voit avec une casquette de la Wehrmacht. · Alors là, tout le monde s'émeut, évidemment. Et puis... · Vous appelez les brebis galeuses. · Oui. Et alors les autorités, les hautes autorités du Front national disent « Écoutez, tout ça, c'est accidentel. C'est la faute d'Emmanuel Macron parce qu'on n'a pas eu le temps de se préparer. Alors évidemment, il y a quelques brebis galeuses. Mais on va s'en séparer ». Alors moi, je suis allé voir, après, après les législatives, il y a eu les municipales. Et j'ai trouvé 120 prétendants aux municipales, certifiés conformes par le Front national, qui tiennent des propos complotistes, homophobes, antisémites,

racistes. Enfin tout ce que vous voulez. Une horreur absolue. · Que lui répondez -vous ? · Il raconte n'importe quoi. Il fait des généralités. Il donne pas d'exemples concrets. Bon, tout ça est grotesque. Donc j'ai pas de leçon à tirer de M. Dupond -Moretti qui se faisait payer en liquide par la mafia pour faire le procès. · C'est une sacrée accusation. · C'est pas une accusation. C'est factuel. Il se faisait payer en liquide par ses clients du milieu pour les défendre dans les procès. Donc aucune leçon de morale à recevoir cet individu qui, par ailleurs, a une vulgarité avec les femmes absolument épouvantable. Et Mme Bachelot, je ne voulais pas donner d'extrait, mais j'imagine que c'était du même ton, qui a pour seul bilan le fait d'avoir ruiné l'hôpital public et commandé des vaccins qu'on finit à la poubelle. Et par contre, c'est les Français qui ont payé la facture. Donc d'ailleurs, Mme Bachelot... · Vous désinguez à tout va, là. · Non, mais moi, j'en ai ras -le -bol, si vous voulez, de leçon de M. Dupond -Moretti. · Je vous sens très énervé ce soir. On vous fait réagir. On est en plein de campagne. Il y a des oppositions politiques. · Je suis pas énervé dans le sens où je ne maîtrise pas ce que je dis, Mme Mabrouk. Je réagis avec fermeté au fait qu'on m'a sali, que je suis descendant de résistants, qu'on me traite de nazi, que tout le monde s'en fiche, visiblement, alors que tout le monde sait que c'est faux. Sauf si vous pensez que je suis un nazi, Mme Mabrouk. Mais si vous pensez que je suis un nazi, vous m'invitez quand même régulièrement depuis quelques années, c'est un peu dommage. Donc le fait, si vous voulez, qu'on puisse partir comme quelque chose de probable, de possible, de me nazifier, alors que c'est scandaleux et que c'est honteux et que moi, je ne me suis jamais meulé à ce genre de comportement, que quand des adversaires politiques sont salis,

je les défends par principe, que quand des journalistes ou des personnalités publiques sont salies, je les défends par principe. Et je constate que quand ça concerne le Rassemblement National, tout le monde s'en fiche. Je suis régulièrement victime de menaces physiques. Je vais vous faire quand même remarquer que je suis, finalement, tout le monde s'en fout aussi, un des rares en politique, avoir été agressé au couteau, que j'ai déjà eu une lame dans l'aîne et une lame dans la paupière, que ça n'a jamais intéressé personne, que la justice a classé cette affaire. Et vous vous êtes expliqué ? Non, non, je ne vais pas m'expliquer. J'ai été victime que je n'ai jamais reçu le soutien d'aucune personnalité politique sur l'agression que j'avais subie. Toutes ces violences sont à combattre. Non, non, non, non. Quand Marine Le Pen se fait insulter, fuck Marine Le Pen, tout le

monde s'en fiche. Il n'y a aucune solidarité de personne et qu'on trouve normal d'insulter une femme et une mère de famille comme Marine Le Pen, que quand ma collègue Yelmé Nacher, de confession juive, se fait injurier parce qu'elle est juive, tout le monde s'en fout. Il faut condamner toutes les formes de violence, des insultes et des agressions. Ce n'est pas le cas, madame Mabrouk. Ce n'est pas le cas, ça concerne le Rassemblement National. Toutes les salissures sont possibles, mais ne vous inquiétez pas, on ne baisse pas la tête, mais on ne tend pas l'autre joue et je vous remercie de m'avoir laissé finir. Merci d'avoir répondu à nos questions, Jean -Philippe Tanguy, Place.